



Lois anti-BDS : la Hasbara à l'offensive en Italie

Ramzy Baroud & Romana Rubeo - Une proposition de loi au Parlement italien est en projet dans le but de criminaliser le boycott d'Israël. Dans le passé, une telle initiative aurait été impensable.

Hélas, l'Italie, un pays qui avait des sympathies historiques pour la cause palestinienne, a changé sa politique de manière dramatique ces dernières années. Le plus surprenant, cependant, est que la gauche est pressée de complaire à Israël, au détriment des droits des Palestiniens.

La triste réalité est la suivante : l'Italie s'installe pour de bon dans le camp israélien. Cela ne concerne pas seulement l'alignement politique mais aussi la reconfiguration du discours. Les priorités israéliennes, telles qu'énoncées dans la *hasbara* sioniste (propagande officielle), font désormais partie de notre lexique quotidien des médias et de la politique en Italie. En résumé, le programme sioniste fait désormais partie intégrante du programme politique italien.

[LIRE ÉGALEMENT : États-Unis : la guerre contre la campagne BDS est une guerre contre la liberté d'expression](#)

L'anti-fascisme, l'opposition à l'occupation militaire et le passé révolutionnaire de l'Italie sont jetés aux orties par des politiciens concentrés sur leurs propres intérêts et devenus de plus en plus dépendants des pressions d'un lobby pro-israélien en plein essor.

Réécrire l'histoire

Au cours de la ainsi-nommée « Première République » (de 1948 à 1992), l'Italie était considérée comme le pays d'Europe occidentale le plus réceptif à la lutte des Palestiniens, non seulement en raison du sentiment généralisé de solidarité des Italiens mais aussi à cause de l'environnement politique à cette période.

Les dirigeants italiens étaient alors parfaitement conscients de la position unique du pays dans l'espace méditerranéen. Tout en souhaitant faire preuve de loyauté envers l'Alliance atlantique, ils avaient également établi de bonnes relations avec le monde arabe. Maintenir cet équilibre n'était pas toujours facile et cela est maintenant perçu comme des « choix radicaux » aujourd'hui désavoués et critiqués.

La tendance pro-israélienne est active depuis des années. Dans une interview célèbre avec le journal israélien Yediot Aharonot en 2008, l'ex-président italien Francesco Cossiga déclarait : « Chers Juifs italiens, nous vous avons vendus ».

Cossiga se référerait au « Lodo Moro », un accord officieux qui aurait été signé dans les années 1970 par le Premier ministre italien Aldo Moro et les dirigeants du Front populaire de libération de la Palestine (PLFP). Ses termes auraient permis au groupe palestinien du FPLP de coordonner ses actions sur l'ensemble du territoire, en échange de maintenir l'Italie à l'écart de son champ d'opération.

Le « Lodo Moro » est souvent exploité dans la *hasbara* israélienne pour mettre en évidence les prétendus échecs de l'Italie dans le passé et pour continuer à associer les Palestiniens au terrorisme.

Dans la même interview, Cossiga allait encore plus loin en associant le groupe palestinien au [massacre de Bologne](#), un attentat terroriste qui a dévasté la gare de Bologne en 1980, tuant 85 personnes. Les paroles de Cossiga ont peut-être comblé d'aise Israël, mais elles étaient sans fondement. L'attaque était l'œuvre d'une organisation néo-fasciste italienne.

Malheureusement, ces allégations absurdes n'étaient pas uniques. C'était représentatif du changement général d'attitude envers la Palestine et Israël, qui repose largement sur une réécriture de l'histoire.

Alors et maintenant

En 1974, le [gouvernement italien](#) a soutenu la participation du dirigeant palestinien, Yasser Arafat, à l'Assemblée générale des Nations Unies. En 1980, il s'est engagé à respecter la [Déclaration de Venise](#) de la CEE, qui reconnaissait le « droit à l'autodétermination » des Palestiniens et qui, selon toute vraisemblance, s'opposait fortement à Israël et aux États-Unis.

Tout au long des années 1980, l'attitude du gouvernement italien était ouvertement pro-palestinienne, ce qui conduisait souvent à des affrontements diplomatiques avec Israël et ses sponsors américains, en particulier lors de la ainsi-nommée [crise de Sigonella](#) en 1985.

[Lors d'un discours](#) devant le Parlement italien, le Premier ministre socialiste, Bettino Craxi était allé jusqu'à défendre le droit des Palestiniens à la lutte armée.

En 1982, le président italien Sandro Pertini a longuement évoqué l'horreur du [massacre de Sabra et Chatila](#) dans son traditionnel [discours de fin d'année](#) à la Nation.

[LIRE ÉGALEMENT : La gauche italienne et la Palestine : c'est maintenant ou jamais !](#)

Alors que les forces politiques de centre-gauche soutenaient la Palestine pour maintenir de bonnes relations avec les pays arabes, celles de la gauche étaient avant tout motivées par la lutte anti-impérialiste qui avait alors un grand écho dans les cercles intellectuels italiens.

Mais les choses ont changé car l'Italie vit maintenant dans son « âge post-idéologique », où la morale et les idées sont flexibles et peuvent être remodelées selon les besoins pour se conformer aux intérêts politiques.

Aujourd'hui, les partis de gauche ne ressentent pas le besoin de défendre les nations opprimées. Ils sont trop redevables aux diktats de la mondialisation et sont donc poussés par des programmes égoïstes qui, naturellement, les rapprochent des États-Unis et d'Israël.

Alors que la politique néo-libérale a ravagé une grande partie de l'Europe toutes ces dernières années, l'Italie a prouvé qu'elle n'était en rien une exception.

En octobre 2016, l'Italie s'est abstenue lors du vote sur la [résolution de l'UNESCO](#) condamnant l'occupation israélienne de la Jérusalem-Est palestinienne.

Même ce geste en demi-teinte a irrité Israël, amenant l'ambassadeur israélien en Italie à protester. Le Premier ministre italien a rapidement réagi et s'est empressé de rassurer Israël.

Matteo Renzi a alors [durement critiqué](#) la proposition de l'UNESCO. « Il n'est pas possible de continuer avec ces résolutions à l'ONU et à l'UNESCO qui visent à attaquer Israël », a-t-il dit.

Un an plus tôt, Renzi avait officiellement réaffirmé l'engagement de l'Italie envers Israël à la [Knesset](#) israélienne, déclarant: « Les partisans de boycotts 'stupides' trahissent leur propre avenir ».

Lors de son discours inaugural, l'actuel président italien Sergio Mattarella a évoqué la « menace du terrorisme international » en évoquant l'attaque perpétrée devant la Grande Synagogue à Rome en 1982. Ses paroles « ont profondément touché les Juifs italiens », selon le [Jerusalem Post](#), le journal de la droite israélienne.

Influence sioniste croissante

Les groupes sionistes tentent constamment d'influencer l'[opinion publique italienne](#). Leur stratégie repose sur deux piliers : infuser le sens de la victimisation d'Israël (comme l'image du pauvre petit Israël luttant pour sa survie parmi une multitude d'Arabes et de musulmans) et accuser d'antisémitisme quiconque conteste le discours israélien.

Les instruments de la *hasbara* fonctionnent, car la politique italienne et même la culture (à travers les médias) s'identifient de plus en plus avec Israël. Pire encore, le sentiment pro-israélien est maintenant complètement accepté parmi les partis politiques de gauche.

[LIRE ÉGALEMENT : Une interview de José-Luis Moraguès : « Le BDS s'oppose radicalement au sionisme et à sa vision raciste du monde »](#)

Selon [Ugo Giannangeli](#), un avocat criminel éminent qui a consacré de nombreuses années à la défense des droits des Palestiniens, le Parlement italien travaille sur plusieurs lois, dans le seul but de gagner l'approbation d'Israël. L'une de ces initiatives est le [projet de loi 2043](#) (loi anti-discrimination), qui devrait être appelée « Loi Anti-BDS ». Les signataires comparent le boycott d'Israël à un « antisémitisme déguisé ».

Parmi les signataires figure Emma Fattorini, membre du Parti Démocrate Italien et également membre du « Comité pour la protection et la promotion des droits de l'homme ». Les droits des Palestiniens, bien sûr, ne concernent pas Fattorini pour le moment car ils n'apparaissent nulle part dans son programme des « droits de l'homme »...

Un autre signataire est Paolo Corsini, qui a abandonné le Parti démocrate et est passé au parti de gauche *MDP-Articolo 1*. Corsini était également le rapporteur de l'[accord entre l'Italie et Israël](#) sur la sécurité publique, déjà ratifié par le Parlement italien. L'accord renforce les relations entre les deux pays de manière plus efficace, en échange du partage par Israël d'informations sur les questions d'ordre public et les moyens de contrôler les manifestations de masse.

Seules quelques voix se sont élevées contre la subordination politique et culturelle de l'Italie à Israël. L'homme politique italien Massimo D'Alema, également ancien ministre des Affaires étrangères, a critiqué l'évolution de la politique italienne. Dans une interview avec le [Huffington Post](#), il a critiqué l'Italie et l'Europe pour leur volonté de plaire aux dirigeants israéliens. Il a appelé la gauche à reprendre son rôle historique de soutien au peuple palestinien.

Il y a ici une leçon pour les militants et les politiciens progressistes qui peut être tirée de l'expérience italienne: la solidarité avec la Palestine commence chez soi, en s'opposant fermement aux efforts visant à criminaliser la [campagne BDS](#), tout en contrecarrant la *hasbara* israélienne qui chaque jour pénètre un peu plus la société.



* **Romana Rubeo** est traductrice *freelance* et vit en Italie. Elle est titulaire d'une maîtrise en langues et littératures étrangères et spécialisée en traduction audiovisuelle et journalistique. Passionnée de lecture, elle s'intéresse à la musique, à la politique et à la géopolitique. Articles [de la même auteure](#).



* **Ramzy Baroud** est journaliste, auteur et rédacteur en chef de [Palestine Chronicle](#). Son prochain livre est «The Last Earth: A Palestine Story» (Pluto Press). Baroud a un doctorat en études de la Palestine de l'Université d'Exeter et est chercheur associé au Centre Orfalea d'études mondiales et internationales, Université de Californie. Visitez son site web: www.ramzybaroud.net. Articles [du même auteur](#).



100 ans après Balfour, la campagne BDS est notre riposte!

Omar Barghouti – *Balfour a déclenché une tragédie nationale pour le peuple palestinien, mais avec la campagne BDS, nous ripostons.*

Lorsque les milices sionistes ont chassé ma grand-mère, Rasmiyyah et sa famille à Safad sous la menace des armes à feu durant la [Nakba de 1948](#), le processus de colonisation qui a été enclenché par la [Déclaration Balfour](#) et qui a abouti à un [nettoyage ethnique](#) est devenu une tragédie pour le peuple autochtone de Palestine. C'est devenu une question personnelle.

J'ai hérité de ma défunte grand-mère sa passion pour la dignité humaine et sa ténacité à se battre pour la justice. C'est donc tout naturellement que, dans le débat actuel sur l'héritage de Balfour, j'ai choisi de me concentrer sur les deux.

À son centenaire, de nombreux analystes débattent de ce que signifiait réellement la Déclaration Balfour et se demandent s'il était légal que l'empire britannique en 1917, offre aux colons juifs-européens un « foyer national » en Palestine « sans tenir compte à la fois de la présence et la majorité indigène », comme l'a dit [Edward Said](#).

Ce qui manque largement au débat, au-delà des demandes justifiées d'excuses britanniques et de réparations, c'est l'impératif d'agir maintenant pour mettre un terme à la [Nakba palestinienne en cours](#) en mettant fin à la complicité non seulement du Royaume-Uni, mais surtout des États-Unis et d'autres puissances occidentales dans le maintien d'un système d'injustice qui a prévalu pendant une centaine d'années. En armant Israël, en le protégeant contre les sanctions des Nations Unies, et en le traitant comme un État au-dessus du droit international, ces puissances renforcent l'[inhumanité incontestable](#) inhérente à l'héritage de Balfour.

[LIRE ÉGALEMENT : Une interview de José-Luis Moraguès : « Le BDS s'oppose radicalement au sionisme et à sa vision raciste du monde »](#)

Certains peuvent s'opposer à ce que le projet sioniste soutenu par les Britanniques en Palestine soit considéré comme un cas de colonisation de peuplement, mais même les dirigeants sionistes de droite influents étaient tout à fait honnêtes à ce sujet. En 1923, par exemple, [Ze'ev Jabotinsky](#) écrivait : « Chaque population indigène dans le monde résiste aux colons tant qu'elle a le moindre espoir de pouvoir se débarrasser du danger d'être colonisée... La colonisation sioniste doit soit s'arrêter, ou bien avancer indépendamment de la population autochtone. »

Jabotinsky faisait la promotion d'un « mur de fer » sioniste pour dominer la population indigène, en partie en colonisant nos esprits par le désespoir. Aujourd'hui, Israël, soutenu par les États-Unis et l'[Union européenne](#), construit des murs de béton et utilise une [violence extrême](#) pour écraser notre espoir et inscrire dans notre conscience collective qu'il est futile de résister à son hégémonie coloniale.

La première étape de la décolonisation et de la guérison pour nous Palestiniens, alors, doit être d'exorciser le désespoir que nous avons intériorisé pendant des décennies de brutal régime militaire israélien et de déni de nos droits humains fondamentaux. Nous devons nous investir dans un processus profond de décolonisation de nos esprits, par une dose d'espoir saine et réaliste.

Le mouvement mondial de [Boycott, de Désinvestissement et de Sanctions](#) (BDS) mené par les Palestiniens, pour la liberté, la justice et l'égalité est aujourd'hui une source majeure d'espoir pour les Palestiniens.

En plus de relier la lutte palestinienne aux luttes pour la justice raciale, indigène, économique, sexuelle, sociale et climatique, la campagne BDS exerce des pressions non-violentes sur les institutions, les entreprises et les [gouvernements impliqués](#) dans le soutien aux violations des droits humains par Israël. Un [récent sondage de la BBC](#) montre qu'Israël est devenu l'un des États les moins populaires au monde.

Inspiré par le mouvement des droits civiques américains et le mouvement [anti-apartheid sud-africain](#), le BDS a été lancé en 2005 par la plus large coalition de la société civile palestinienne. Il appelle à mettre fin à l'occupation israélienne de 1967, à mettre fin à sa discrimination raciale légalisée, qui répond à la définition américaine de l'apartheid, et à respecter le droit des réfugiés palestiniens tel que stipulé par les Nations Unies, de [retourner dans leurs foyers et sur leurs terres](#).

Réalisant l'espoir que nourrit le BDS et le fait que l'impact du mouvement grandisse parmi les principaux fonds de pension, syndicats, gouvernements étudiants, associations académiques, mouvements sociaux, artistes et, dans une certaine mesure, Hollywood, les [groupes de pression israéliens](#) ont recours à des mesures désespérées et sans doute [illégal](#)es pour étouffer le mouvement. Par exemple, il y a quelques semaines, la ville de Dickinson, au Texas, a mis en place une législation anti-BDS en conditionnant l'aide humanitaire après les ouragans, à la promesse de ne pas boycotter Israël ou ses colonies illégales. L'Union américaine des libertés civiles (ACLU) a condamné cela comme « une violation flagrante du premier amendement, rappelant les serments de loyauté de l'ère [McCarthy](#) ... »

L'ACLU a également déposé une plainte au niveau fédéral arguant d'une [loi anti-BDS du Kansas](#) -

exigeant que tous les entrepreneurs d'état certifient qu'ils ne boycottent pas Israël – qui viole le premier amendement de la Constitution des États-Unis.

Loin de protéger son impunité, la pression d'Israël pour une législation anticonstitutionnelle anti-BDS au niveau de l'État et au Congrès lui aliène le courant dominant libéral. Cela peut expliquer en partie pourquoi près de la moitié des Américains soutiennent des sanctions contre Israël pour mettre fin à son occupation, selon un [sondage de 2016](#).

Un scandale [récemment révélé](#) lié à la guerre secrète d'Israël contre BDS ne fera qu'exacerber cette aliénation. Israël a embauché un grand cabinet d'avocats pour intimider et faire taire les activistes du BDS en Amérique du Nord, en Europe et au-delà, selon les médias israéliens. L'avocat israélien au centre de cette révélation, a averti qu'Israël pouvait franchir des « [lignes criminelles](#) ».

Si la [loi israélienne contre BDS](#) est vaincue devant la Cour suprême des États-Unis, cela pourrait inaugurer une nouvelle ère de responsabilité pour Israël.

Balfour doit se retourner dans sa tombe alors que les indigènes dont il a rejeté avec arrogance les prétentions pour lui hors de propos, commencent à changer la donne grâce à la solidarité internationale des gens de conscience.

J'ai promis à ma grand-mère que je n'abandonnerai jamais cette mission de défense des droits de l'homme tant que la justice et la dignité ne prévaudront pas. Je ne briserai pas cette promesse.



* **Omar Barghouti** est cofondateur du [mouvement BDS](#) et de la campagne palestinienne pour le boycott universitaire et culturel d'Israël. Il est l'auteur de [Boycott, Désinvestissement, Sanctions: la lutte mondiale pour les droits palestiniens](#). (Éditions La Fabrique). 2 novembre 2017 – [Newsweek](#) – Traduction : [Chronique de Palestine](#) – Lotfallah



Crimes israéliens : la France lave plus blanc !

Ali Abunimah – *La France s'active à aider Israël à blanchir ses crimes.*

Plus tôt ce mois-ci, le gouvernement français a condamné l'expansion rapide des colonies dans le territoire palestinien occupé par Israël, qualifiant ses actions « d'illégales en vertu du droit international ».

Mais comme des déclarations similaires d'autres gouvernements européens, [ce n'était que des mots](#). La vraie politique de la France est d'offrir à Israël son soutien et des récompenses sans aucune condition, quels que soient les crimes qu'il commet.

Un bon exemple en est le festival de propagande de la *Saison France-Israël 2018* organisé par l'Institut Français, la branche culturelle internationale du gouvernement français, en collaboration avec Israël.

Accuser les Palestiniens

Selon l'Institut français : « La Saison France-Israël 2018 marquera une nouvelle et importante étape dans les relations entre les deux pays. Elle mettra à l'honneur, dans tous les domaines de la création, les liens étroits et de haut niveau qui existent déjà, tout en traçant des lignes d'horizon pour l'avenir. »

Avec des événements de grande ampleur en France et en Israël, l'initiative vise à présenter « l'image des deux pays [...] à travers des formes et des expressions des plus contemporaines ».

[LIRE ÉGALEMENT : Une interview de José-Luis Moraguès : « Le BDS s'oppose radicalement au sionisme et à sa vision raciste du monde »](#)

Le principal co-organisateur israélien du festival est Emmanuel Halperin, un présentateur de télévision et ancien diplomate qui a fait la promotion de la propagande anti-palestinienne.

Halperin a déclaré l'année dernière que les Palestiniens cherchent la « destruction d'Israël » grâce à une « stratégie très perverse ». Selon Halperin, les Palestiniens veulent « laisser la situation pourrir » afin de soumettre Israël à la pression internationale.

Il a également affirmé que les Palestiniens voulaient qu'Israël maintienne son [siège brutal de Gaza](#) imposé depuis dix ans afin de « ternir l'image d'Israël dans la communauté internationale ».

Effacer la Nakba

Le choix de 2018 pour ce festival de propagande ne peut être une coïncidence. L'année prochaine marque le [70e anniversaire de la Nakba](#), le nettoyage ethnique des Palestiniens par les milices sionistes afin d'établir l'État israélien sur les ruines de la société palestinienne.

La semaine dernière, des militants de [BDS France](#), un groupe soutenant la campagne de [Boycott, Désinvestissement et Sanctions](#), se sont rassemblés devant le siège de l'Institut français à Paris pour « dénoncer la scandaleuse opération de propagande France-Israël 2018 visant à renforcer les relations entre la France et l'apartheid régime. »

« Nous ne nous laissons pas bernier par des appels au dialogue quand ils concernent un État qui utilise la culture dans le but politique de restaurer son image internationale », a déclaré BDS France. « La culture ne peut jamais blanchir Israël de ses crimes, persécutions et discriminations, que ce soit contre les populations de Gaza et de Cisjordanie, les Palestiniens vivant en Israël ou les réfugiés ».

Des élus menacés

Pendant ce temps, la campagne de répression menée par les autorités françaises contre les citoyens qui militent pour demander des comptes à Israël se poursuit.

Plus tôt ce mois-ci, la police a [convoqué](#) quatre élus municipaux de la ville d'Ivry, dont le maire, pour enquêter sur les déclarations qu'ils ont faites en faveur du boycott des biens issus des colonies israéliennes.

[LIRE ÉGALEMENT : Le combat à venir : 13 questions sur les origines et les objectifs du BDS et sur la guerre menée contre lui](#)

Les déclarations ont été faites lors d'un débat l'an dernier, lorsque le conseil de cette municipalité de la banlieue parisienne a voté à une [large majorité](#) pour demander au gouvernement français de mettre fin à la répression à l'encontre du mouvement BDS, et qu'il interdise l'importation des biens produits dans les colonies.

La plainte de la police a été déposée par le BNVCA, un [groupe de pression israélien](#) qui se fait passer pour une organisation antiraciste.

La résolution de la ville est conforme à un [consensus international croissant](#) sur le fait que le commerce des biens issus de la colonisation devrait être interdit.

Mais maintenant, les responsables d'Ivry pourraient être accusés de « provocation publique à la discrimination » simplement pour avoir été dans le sens de ce consensus selon lequel Israël devrait être obligé de respecter le droit international.

Philippe Bouyssou, un des responsables visés par la plainte, a qualifié l'intervention policière « d'attaque intolérable à la liberté d'expression ».

Au cours de sa campagne électorale au début de cette année, le président [Macron](#) a promis que, s'il était élu, il poursuivrait la campagne de répression de son prédécesseur contre le mouvement BDS. Contrairement à l'[enthousiasme](#) manifesté par la France pour la promotion des intérêts d'Israël, elle est restée [silencieuse pendant deux mois](#) entiers au sujet de la détention par Israël, sans inculpation ni jugement, de [Salah Hamouri](#), un défenseur des droits humains de nationalité palestino-française.



* **Ali Abunimah** est un journaliste palestino-américain, auteur de [The Battle for Justice in Palestine](#). Il a contribué à [The Goldstone Report : The Legacy of the Landmark Investigation of the Gaza Conflict](#). Il est le cofondateur de la publication en ligne [The Electronic Intifada](#) et consultant politique auprès de [Al-Shabaka](#).

Articles du [même auteur](#).

31 octobre 2017 - [The Electronic Intifada](#) - Traduction: [Chronique de Palestine](#)



Le combat à venir : 13 questions sur les origines et les objectifs du BDS et sur la guerre menée contre lui

Ramzy Baroud - *BDS signifie « Boycott, Désinvestissement et Sanctions ».* Le Mouvement BDS est le résultat de plusieurs événements qui ont modelé la lutte nationale palestinienne et la solidarité internationale avec le peuple palestinien après le deuxième soulèvement (Intifada) en 2000.

En s'appuyant sur une longue tradition de désobéissance civile et de résistance populaire renforcée par l'augmentation de la solidarité internationale avec la lutte palestinienne qui est apparue clairement à la Conférence mondiale contre le racisme à Durban en Afrique du Sud en 2001, les Palestiniens sont passés à l'action.

En 2004, la campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël (PACBI) a [appelé au boycott](#) du gouvernement israélien et des institutions académiques qui contribuaient directement à l'occupation militaire et à la répression du peuple palestinien. Cela a été suivi en 2005 par un vaste appel au boycott lancé par 170 organisations de la société civile palestinienne.

Quel est l'intérêt d'un boycott universitaire ?

Ce boycott a permis aux Palestiniens de faire valoir leur point de vue devant des instances médiatiques, académiques et culturelles internationales. Grâce à leur mobilisation et à leurs efforts continus depuis 2004, de nombreuses [universités](#), syndicats d'enseignants, groupes d'étudiants et [artistes](#) du monde entier [soutiennent le BDS](#) et expriment leur sympathie pour le Mouvement.

Pourquoi le BDS est-il important ?

Comme il n'y a pas de mécanisme international ayant pour objectif de mettre fin à l'occupation

israélienne des terres palestiniennes et que le droit international, tel qu'exprimé dans des dizaines de résolutions des Nations Unies, n'est pas appliqué, le BDS s'est avéré être le seul moyen de fortifier la solidarité internationale avec le peuple palestinien, d'exercer des pressions, et d'exiger qu'Israël et ceux qui financent ou facilitent de quelque manière que ce soit l'occupation israélienne de la Palestine [rendent des comptes](#).

Le BDS est-il un mouvement palestinien ou international ?

L'appel au BDS est issu de la société palestinienne. C'est un point très important, car personne n'a le droit de représenter la lutte palestinienne à part les Palestiniens eux-mêmes.

[LIRE GALEMENT : Une interview de José-Luis Moraguès : « Le BDS s'oppose radicalement au sionisme et à sa vision raciste du monde »](#)

Cependant, le Mouvement BDS lui-même – bien que centré sur les priorités palestiniennes – est une plateforme internationale inclusive. Fondé sur des valeurs humanistes, le BDS a pour objectif d'alerter l'opinion publique mondiale et d'appeler au respect du droit international et humanitaire pour que la paix et la justice règnent en Palestine et en Israël.

Le BDS a-t-il des précédents historiques ?

Le boycott était au cœur de la lutte sud-africaine qui a fini par vaincre l'apartheid dans ce pays. Les racines de ce mouvement en Afrique du Sud remontent aux années 1950 et 1960, et même avant. Cependant, il s'est intensifié au cours des années 1980, provoquant enfin l'effondrement du régime d'apartheid en 1991.

Ce boycott avait eu de nombreux précédents dans l'histoire. Parmi les plus notables, il y a le Boston Tea Party, qui protestait contre les impôts iniques du Parlement britannique, le boycott des bus de Montgomery en 1955 (qui a marqué le début du mouvement des droits civiques dirigé par Martin Luther King Jr.) et la marche du sel menée par Mohandas Gandhi en 1930 (qui a initié la campagne de désobéissance civile qui a été un facteur majeur de l'indépendance de l'Inde en 1947.)

Tous ces exemples sont des exemples décisifs de mouvements populaires qui utilisent la pression économique pour mettre fin à la domination d'un groupe par un autre. Le BDS n'est pas différent.

Quelles sont les principales revendications de BDS ?

Le mouvement BDS a [trois exigences principales](#). A savoir:

- Mettre fin à l'occupation illégale et à la colonisation de toutes les terres arabes par Israël, et démanteler le mur de l'apartheid.
- Reconnaître les droits fondamentaux, y compris celui de l'égalité pleine et entière, des citoyens arabo-palestiniens d'Israël.
- Respecter et promouvoir le droit des réfugiés palestiniens à retourner dans leurs maisons et à récupérer leurs biens, comme stipulé dans la résolution 194 de l'ONU.

Qui soutient le BDS ?

Le Mouvement BDS est l'expression collective de la volonté et des aspirations du peuple palestinien. Ce sont elles qui constituent la colonne vertébrale de ce mouvement populaire décentralisé.

De plus, le BDS est soutenu par les gens du monde entier qui ont une conscience, qu'ils soient des particuliers ou des représentants d'[institutions religieuses](#), d'institutions académiques, de syndicats de travailleurs, d'organisations professionnelles, de groupes d'étudiants et d'autres organisations.

Quel est le principal argument des Israéliens contre le BDS ?

En assimilant toute critique d'Israël et de son gouvernement de droite à de l'antisémitisme, les partisans israéliens